

Table des matières

AVANT-PROPOS

Au-delà des concepts émergents du droit des affaires

Gérard FARJAT	3
Section I. De quelques concepts émergents.....	4
Section II. Le fonctionnement du droit et les concepts émergents	8

L'hypothèse du concept structurant. Essai en droit fiscal : la relation fiscale partenariale

Erik LE DOLLEY.....	13
Section I. Le concept structurant, connaissance fondamentale du phénomène normatif de la relation fiscale partenariale.....	16
§1. – La problématique matérielle : l'optimisation fiscale	16
A. Les limites relatives apportées aux stratégies d'optimisation par la fraude à la loi	17
B. Les limites d'applicabilité de la fraude à la loi aux stratégies d'optimisation	19
§2. – La politique juridique : la recherche de l'imposition concertée.....	20
A. L'objet technique	21
1. Un engagement	21
a) Les instruments	21
b) La figure juridique.....	24
2. Un engagement opposable.....	24
a) Nature juridique.....	24
b) Force juridique.....	25
B. L'objet « idéal »	26
1. Une procédure bilatérale.....	26

2. Un contenu concerté	26
Section II. Le concept structurant, connaissance prospective du phénomène normatif de la relation fiscale partenariale.....	28
§1. – La prédétermination du concept de relation fiscale partenariale.....	28
A. De par son existence	29
1. Les expressions préexistantes du concept de relation fiscale partenariale.....	29
2. Les expressions partielles du concept de relation fiscale partenariale.....	29
B. De par son attractivité	31
1. La potentialité des figures techniques.....	31
2. La dynamique du mouvement conceptuel	32
§2. – La réception juridique du concept de relation fiscale partenariale ...	34
A. En tant que fait.....	34
B. En tant que norme.....	35
1. L'indice d'une norme pour agir	35
a) L'énoncé normatif	35
b) Une conception procédurale de la norme.....	36
2. L'indice d'une norme pour juger	38

Première partie

LES CONCEPTS ORGANISATIONNELS

Les co-employeurs

Gilles AUZERO	43
Section I. L'utilité de la notion de co-employeurs	45
§1. – L'employeur, seul débiteur d'obligations à l'égard du salarié.....	46
§2. – La multiplication des débiteurs d'obligations.....	49
Section II. La qualification de co-employeurs	51
§1. – Les critères de détermination de la qualité de co-employeur	52
§2. – La mise en œuvre des critères de qualification	54
« Le libre »	
Valérie-Laure BENABOU	57
Avant-propos.....	57
Section I. La subversion du modèle propriétaire	61
§1. – Un rapport ambigu à la propriété intellectuelle	62
A. La licence	62
B. Une image inversée des droits de propriété intellectuelle.....	64
§2. – Une alternative à la propriété privée	65

Section II. La commercialité revisitée	67
A. Caractère gratuit de la licence et commercialité.....	68
B. Abandon d'exclusivité et commercialité	70
Les systèmes	
Hervé CAUSSE	75
Section I. Observation des systèmes.....	78
§1. – De quelques types de systèmes.....	78
§2. – Le type du système bancaire	80
Section II. Esquisse des systèmes	85
§1. – Le système dans l'ordre juridique.....	85
A. Les conventions du système	86
B. Le propriétaire du système	89
§2. – Les « fonctions juridiques » du système.....	90
Concurrence et compétition : deux concepts à distinguer pour mieux organiser le droit de l'économie de marché	
Claude LUCAS DE LEYSSAC et Muriel CHAGNY.....	93
Section I. La distinction du fait de compétition et du principe de concurrence au service d'une application précisée du droit de la concurrence.....	94
§1. – Le principe juridique de concurrence et le fait économique de compétition	95
§2. – La légitimité de l'application du droit de la concurrence.....	96
Section II. La combinaison de la concurrence et de la compétition au service d'une réception facilitée du droit du marché.....	98
§1. – La structuration des règles au sein du droit du marché	98
§2. – L'articulation du droit du marché avec d'autres corps de règles.....	100
La régulation comptable internationale	
Christian HOARAU.....	103
Section I. Une régulation fragmentée fondée sur une coopération entre le privé et le public.....	105
§1. – L'élaboration internationale des normes par un organisme de droit privé.....	105
A. L'organisation et le financement de l'IASC-IASB	105
1. L'organisme de normalisation comptable internationale (IASB)	106
2. Le comité d'interprétation des normes (IFRIC)	107
3. Le comité consultatif (SAC)	107
4. Le financement de l'IASC-IASB	108

B. La conception et le processus d'élaboration des normes internationales.....	108
§2. – La mise en œuvre des normes nécessite l'intervention des pouvoirs publics	109
A. La mise en œuvre des IFRS dans l'UE	110
B. Les IFRS dans le reste du Monde et la convergence avec les normes américaines.	111
Section II. Des conflits de légitimité qui soulèvent la question de la gouvernance de l'IASB.....	113
§1. – Les tensions entre les deux sources de légitimité : technique versus politique.....	113
A. La légitimité et le pouvoir de l'IASB	113
B. Les pressions politiques sur l'IASB	116
§2. – La question de la gouvernance de l'IASB	118
A. La gouvernance de l'IASB par l'IASCFC sous le contrôle du Monitoring Board	119
B. Vers une nouvelle gouvernance publique de l'IASB?	120
Le concept de <i>social-business</i> Thibaut MASSART.....	121
Section I. Un <i>social-business</i> n'est pas une société	125
§1. – Un <i>social-business</i> n'est pas une entreprise capitaliste, même socialement responsable	125
A. Un <i>social-business</i> n'est pas une société socialement responsable	125
B. Un <i>social-business</i> n'est pas un investissement socialement responsable	128
§2. – Le <i>social-business</i> n'est pas une société coopérative, même d'intérêt collectif	129
A. Un <i>social-business</i> n'est pas une société coopérative.....	129
B. Un <i>social-business</i> n'est pas une société coopérative d'intérêt collectif.....	130
Section II. Le <i>social-business</i> n'est pas entièrement une association	132
§1. – L'association comme cadre propice au développement du concept de <i>social-business</i>	132
A. Un <i>social-business</i> se distingue nettement de l'association caritative.....	132
B. Un <i>social-business</i> exerce une activité marchande et dégage des bénéfices tout en restant une association non lucrative.....	133
§2. – Le financement d'un <i>social-business</i> ne cadre pas totalement avec celui d'une association	137
A. Une association peut recevoir des apports remboursables.....	137

B. Mais une association ne peut émettre des titres de « propriétaires » négociables	138
À propos de l'introduction d'une « garantie sociale »	
Christine NEAU-LEDUC	141
Section I. Définition	143
Section II. Mise en œuvre.....	144
Vers un nouvel ordre sociétaire ?	
Laure NURIT-PONTIER.....	147
Section I. Les facteurs de recomposition du paysage sociétaire	149
§1. – Les facteurs internes de recomposition du paysage sociétaire.....	150
§2. – Les facteurs européens de recomposition du paysage sociétaire	153
Section II. Quel paysage sociétaire demain ?.....	156
§1. – Les contours de la césure entre sociétés fermées et sociétés ouvertes	156
§2. – Quel cadre juridique pour les sociétés fermées ?	159
Le « <i>faith-based</i> », un concept en droit bancaire et des marchés financiers	
Isabelle RIASSETTO.....	163
Section I. La réception du concept de « <i>faith-based</i> ».....	165
§1. – Le domaine de réception	165
A. Les religions concernées.....	165
B. Les contrats et instruments concernés	166
1. Les contrats bancaires	167
2. Les instruments financiers.....	167
§2. – La méthodologie de la réception.....	169
A. Les techniques de réception du concept.....	170
B. Le référent religieux	171
C. L'intervention d'une autorité publique?.....	172
Section II. La conformité du concept de « <i>faith-based</i> ».....	174
§1. – La conformité au droit étatique	174
A. La conformité au principe de laïcité.....	174
B. La conformité à l'ordre public.....	177
1. Le respect de la loi pénale	177
2. La conformité à la réglementation bancaire et financière.....	178
§2. – La conformité à la loi religieuse	179

Les nouvelles relations entre États et sociétés	
Sophie SCHILLER	183
Section I. Les nouvelles interventions étatiques internationales.....	185
§1. – L’opportunité de nouvelles règles pour les fonds souverains.....	187
§2. – Le contenu de nouvelles règles pour les fonds souverains.....	190
Section II. Les nouvelles interventions étatiques nationales.....	197
§1. – Utilisation du droit des sociétés	198
§2. – Utilisation du droit des contrats	202
De la diffusion du « génie » à l’embastillage cognitif. Ou sur un usage nouveau de la propriété intellectuelle	
Michel VIVANT	207
Section I. Enceintes.....	211
Section II. Embuscades.....	215

Deuxième partie LES CONCEPTS INSTRUMENTAUX

L’émergence du dirigeant exécutif. Les mutations politiques du droit des sociétés	
Yves CHAPUT.....	221
Section I. Les analogies dogmatiques	223
§1. – La séparation des pouvoirs.....	224
§2. – La dissociation entre propriété et pouvoir.....	225
§3. – La magie de la gouvernance	226
Section II. L’existentialisme du dirigeant exécutif.....	228
§1. – Les conflits de compétence organique.....	229
§2. – Les conflits d’intérêts catégoriels.....	231
Section III. Un statut normatif du dirigeant exécutif	232
§1. – Responsabilité managériale et rémunération	233
§2. – Responsabilités juridiques et risques	236
La concurrence par les mérites	
Georges DECOCQ.....	239
De la causalité utile en droit bancaire	
Jamel DJOUDI.....	247
Section I. La fonction de la causalité utile.....	248
Section II. L’existence de la causalité utile.....	251

L'actionnariat orienté, ou la prise en compte des mobiles de l'actionnaire	
Bruno DONDERO.....	263
Section I. La notion.....	265
§1. – Différentes hypothèses.....	265
A. Orientations spirituelles.....	266
B. Orientations matérielles.....	267
§2. – Synthèse.....	269
A. Une cause particulière.....	269
B. Un <i>affectio societatis</i> spécial.....	270
C. Une situation récurrente de conflit d'intérêts.....	270
Section II. Les implications juridiques.....	271
§1. L'évolution de l'actionnariat.....	271
A. Acquisition de la qualité d'actionnaire.....	271
1. Une barrière en principe infranchissable.....	272
2. Une opposition très rare à l'actionnariat orienté.....	273
B. Exercice des droits d'actionnaire.....	273
1. L'exercice des droits politiques.....	274
2. L'exercice des autres droits.....	275
§2. – L'évolution de la structure sociétaire.....	276
A. La tentation de la remise en cause de la finalité légale.....	277
1. La nouvelle finalité légale de la société.....	277
2. La nécessité d'un objectif affiché.....	277
B. Le principe du maintien de la finalité légale actuelle.....	278
1. Une solution commode.....	278
2. L'exceptionnelle requalification.....	279
L'acte d'investissement. Du contrat à l'acte juridique	
Xavier LAGARDE.....	281
Section I. Émergence.....	282
Section II. Définition.....	286
Section III. Régime.....	290
Les nouvelles formes d'immixtion, ou l'émergence d'une immixtion non fautive en droit des sociétés	
Anne-Valérie LE FÜR.....	295
Section I. Les nouveaux contours du concept d'immixtion.....	297
§1. – De l'immixtion fautive.....	297
§2. – ... À l'immixtion non fautive.....	299
Section II. Les conséquences de l'évolution du concept d'immixtion.....	302
§1. – De frontières clairement établies... à la fluidité des frontières de la liberté de gestion.....	302

§2. – Les risques induits par les nouveaux contours de l’immixtion	304
Le « raisonnable » en droit (des affaires)	
Daniel MAINGUY	307
Section I. Manifestations du « raisonnable »	312
Section II. Sens du « raisonnable »	319
Par le contrat mais au-delà du contrat. Le particularisme de la relation bancaire au fondement d’un nouveau droit commun	
Nicolas MATHEY	337
Section I. Par le contrat	338
§1. – Des contrats bancaires	338
§2. – Une relation de clientèle	340
A. La banque et son client	340
B. <i>Intuitu personae</i> et relation fiduciaire	342
Section II. Au-delà du contrat	346
§1. – Au-delà de l’espace contractuel	346
§2. – Au-delà du temps contractuel	349
Partenariat entre contribuables et administrations fiscales	
Philippe NEAU-LEDUC	353
L’actif financier, un concept simple et opérationnel?	
Gilbert PARLEANI	359
Section I. Les contours de la notion d’actif financier	362
§1. – L’anticipation d’un flux entrant	362
§2. – La rapidité du transfert de l’actif financier, ou la relation entre liquidité et valeur	363
§3. – La sécurisation du transfert de titularité de l’actif financier	364
§4. – La nature financière de l’actif, ou la déconnexion des flux par rapport aux sous-jacents	365
Section II. Le possible régime juridique des « actifs financiers »	370
§1. – Le choix d’un système optionnel	371
§2. – L’attractivité nécessaire du système optionnel	372
A. L’efficacité du transfert vis-à-vis du marché	372
B. L’efficacité du transfert vis-à-vis du débiteur	373
1. L’opposabilité du transfert au débiteur « <i>in bonis</i> » de la prestation financière	373
2. L’efficacité du transfert en cas de procédure collective du débiteur	375

Le principe « appliquer ou expliquer »

Alain PIETRANCOSTA et Jean-Baptiste POULLE 377

Section I. « Appliquer ou expliquer » : une méthode originale

de régulation par l'information 379

§1. – Naissance et consécration du principe 380

A. Du Royaume-Uni à l'ensemble de l'Union européenne..... 380

B. La transposition française..... 382

§2. – L'objectif du principe : une mise en œuvre sur mesure des standards
du gouvernement d'entreprise 383A. La prise en compte de l'impératif de flexibilité des standards
du gouvernement d'entreprise..... 383

B. L'instrumentalisation de la transparence..... 384

Section II. « Appliquer ou expliquer » : une efficacité conditionnelle 386

§1. – L'implication des principaux acteurs 386

A. L'information fournie par les émetteurs 386

B. Le contrôle exercé par les investisseurs 388

§2. – Les garanties étatiques en question 389

A. De la mesure respective du contrôle formel et matériel 390

B. De la menace planante du recours aux règles impératives..... 391

La notion de prêt responsable : quelles applications? Quelles évolutions?

Richard ROUTIER et Michel STORCK..... 395

Section I. Le droit qui se dessine..... 397

§1. – L'application aux prêts à la consommation 398

§2. – Les insuffisances 402

Section II. Le droit qui reste à dessiner 403

§1. – Les autres prêts devant aussi être « responsables »..... 404

A. Les prêts aux particuliers les plus graves 404

B. Les prêts aux micro-entreprises 404

C. Les prêts titrisés 406

§2. – Vers un principe général du droit du crédit? 408

Les titres environnementaux

François-Guy TRÉBULLE 411

Section I. Les titres environnementaux quantitatifs..... 415

§1. – Des titres reposant sur un encadrement administratif 416

§2. – Les droits liés aux titres environnementaux quantitatifs 420

§3. – Les certificats environnementaux..... 424

Section II. Les titres environnementaux de conservation..... 427

§1. – La valeur de la biodiversité	427
§2. – La forte contextualisation de l’environnement	430
§3. – L’utilité du recours à des titres environnementaux de conservation	432

POSTFACES

Le processus des concepts émergents

Jean-Louis BERGEL	439
Section I. La conceptualisation des pratiques	441
§1. – L’adaptation de concepts préexistants	442
§2. – L’émergence de concepts nouveaux	445
Section II. La pratique des conceptualisations	447
§1. – Des mécanismes généraux	448
§2. – Des applications spécifiques	450
De l’émergence de concepts dans un monde qui change	
Thierry BONNEAU	453

*

Biographie des auteurs	461
-------------------------------------	-----

LGDJ – Lextenso éditions
 Dépôt légal : juin 2010
 Photocomposition *CMB Graphic*
 44800 Saint-Herblain

